

	<p><b>SECTION</b></p> <p><b>DEL</b></p> <p><b>INDRE ET LOIRE</b></p>	<p><b>SECTION F.O.-DGFIP 37</b> DDFIP INDRE ET LOIRE 94 Boulevard Béranger 37 032 TOURS CEDEX 1 Tel. : 02 47 21 74 58 ou 74 26</p> <p>Adresse mèl : <a href="mailto:fo.ddfip37@dgfip.finances.gouv.fr">fo.ddfip37@dgfip.finances.gouv.fr</a> Site de la section : <a href="http://www.fo-dgfip-sd.fr/037/">http://www.fo-dgfip-sd.fr/037/</a></p>
---	--	---

## **DECLARATION LIMINAIRE**

### **COMITÉ TECHNIQUE LOCAL**

**jeudi 20 janvier 2022 à 9 h 30**

M. Le Président,

1 600 : c'est le chiffre des suppressions d'emplois 2022 à la DGFIP confirmé au Comité technique de réseau du 7 décembre dernier.

F.O.-DGFIP refuse de cautionner la poursuite d'un plan social qui depuis des années ne dit pas son nom. Mais cette nouvelle saignée dans les effectifs, pour être annoncée n'en est pas moins insupportable pour les agents et lourde de conséquence pour l'exercice quotidien des missions.

20 745 emplois supprimés depuis 2012 ! On cherchera en vain l'équivalent d'un tel traitement dans le secteur privé où une poignée d'emplois supprimés déclenche légitimement une émotion largement médiatisée.

La DGFIP aura supporté, à elle seule, sur le quinquennat qui s'achève, pratiquement 7 fois plus de suppressions d'emplois que l'ensemble de la fonction publique d'Etat.

La poursuite de cette politique impactera à n'en pas douter le pays tout entier : les citoyens, les territoires, la cohésion sociale, le consentement à l'impôt, l'égalité bref, la République.

Car on l'oublie, la DGFIP, 2ème administration civile de l'Etat, trop souvent réduite à ses missions les plus visibles, reste une des dernières administrations encore accessible au public.

De la facture de crèche aux successions, elle accompagne nos concitoyens à chacune des étapes de leur vie et finance par son activité et grâce à l'engagement et la conscience professionnelle de ses agents l'ensemble des politiques publiques. Elle constitue l'ossature financière de l'Etat.

Les agents reconnus exemplaires, par leurs Ministres, ont une nouvelle fois démontré qu'ils l'étaient en accompagnant les hôpitaux, les collectivités et en soutenant les secteurs économiques en difficulté dans cette crise sanitaire qui n'en finit plus.

Les personnels continuent de compenser, au prix de la dégradation de leurs conditions de travail et parfois même au prix de leur santé, les moyens qu'on leur refuse.

Au jour le jour, partout sur le territoire, ils déploient des trésors d'ingéniosité et de dévouement pour continuer à exercer des missions de service public auxquelles ils sont inconditionnellement attachés. Ils sont désormais, dans tous les services, **fatigués, démotivés et souffrent de l'absence de reconnaissance.**

Pour l'instant, cette douleur-là est muette, mais jusqu'à quand ?

Nous vous alertons, sur les conséquences des restructurations massives, des déplacements de personnels subis, des changements de missions à marche forcée, du mal-être, et de la souffrance au travail des personnels...

Les agents des finances publiques sont particulièrement attachés au service public, à ses valeurs et témoignent d'un investissement exceptionnel et d'une conscience professionnelle hors normes qui expliquent en partie le maintien de la performance mesurée par les indicateurs. Mais jusqu'à quand? La DGFIP est bien davantage qu'un réservoir à économies, elle est un service public avant tout !

Les agents des finances publiques en ont assez d'être exemplaires ! Monsieur Le Président, laissez-nous nos missions et nos emplois !



**LAISSEZ-NOUS  
NOS MISSIONS**

**RENDEZ-NOUS NOS EMPLOIS**